



SITUATION ECONOMIQUE 2016 ET PREVISIONS 2017-2022

Septembre 2017

1. Environnement international et national

Au plan international, la croissance économique mondiale en 2016 est estimée à 3,2% contre 3,4% en 2015 en liaison avec : (i) le ralentissement de l'activité dans les pays avancés (1,7% contre 2,1% en 2015), (ii) le maintien des activités dans les pays émergents et en développement (4,3% comme en 2015), (iii) la baisse des cours du cacao, (iv) la remontée des cours du pétrole, (v) une légère appréciation nominale du dollar par rapport à l'euro et (vi) une inflation faible de 0,7% dans les pays avancés.

La croissance mondiale devrait s'accélérer sur 2017 et 2018 pour atteindre respectivement 3,5 % et 3,7%. Cette accélération serait principalement le fait des pays émergents et en développement qui afficheraient un dynamisme plus important que celui des économies avancées.

La reprise de l'économie mondiale repose en partie sur la croissance des échanges commerciaux. La croissance devrait s'accélérer aux États-Unis et au Japon et serait également robuste dans la zone euro. La croissance se raffermirait dans les pays émergents et en développement grâce à la reprise enregistrée par les exportateurs de produits de base.

Cette relance diversifiée concerne les pays exportateurs de produits énergétiques, de produits agricoles et de métaux. Cependant, l'économie mondiale reste sujette à des fragilités avec des risques liés aux mesures protectionnistes, aux menaces d'une correction brutale des risques par le marché financier compte tenu de fortes incertitudes sur le plan des politiques économiques et aux risques de surendettement de certains pays émergents et en développement dépendants des exportations de produits de base.

Au niveau national, la conjoncture économique du début de l'année 2017, marquée par la chute des cours du cacao de plus de 35% et des mouvements sociaux internes, ont amené le Gouvernement à ajuster notamment son programme d'investissement public en 2017. Cependant cette conjoncture devrait retrouver son allure normale 2018.

2. Rappel sur l'économie ivoirienne en 2016

En 2016, l'économie ivoirienne a évolué dans un environnement de perturbations pluviométriques mais a enregistré une croissance économique de l'ordre de 8,3%, portée principalement du côté de l'offre par la production vivrière (+3,9%), les performances du secteur secondaire (+15,2%), en particulier, l'énergie (+37,9%), les BTP (+22,1%), l'extraction minière (+18,1%) et les industries manufacturières (+9,8%) dans leur ensemble. Du côté de la demande, l'investissement public (12,0%) et privé (+16,9%) et surtout la consommation des ménages (+9,7%) ont été les moteurs de cette croissance.

3. Prévisions économiques 2017

La chute des cours du cacao, la remontée du cours du baril de pétrole et les perturbations sociales de début d'année ont quelque peu bouleversé la programmation budgétaire 2017 et l'activité économique, notamment la commercialisation du cacao. Ainsi pour faire face à ces chocs, le Gouvernement a ajusté le budget 2017 avec la révision à la baisse des prix bord champs du cacao, des coupes sur le budget d'investissement tout en prenant en compte une partie des impacts financiers des revendications sociales.

Les négociations qui se sont poursuivies avec les acteurs sociaux ont permis de signer deux protocoles d'accord qui donnent des gages à une trêve sociale solide et la confiance retrouvée des investisseurs. Ainsi, le taux de croissance ressortirait à 8,1% en 2017 soutenu par l'ensemble des différents secteurs.

Du côté de l'offre, le secteur primaire devrait enregistrer une croissance de 9,9% contre une baisse de 1,1% en 2016 grâce au rebond de l'agriculture d'exportation (+14,3%) et à la consolidation de l'agriculture vivrière (+7,4%). La croissance de l'agriculture d'exportation serait soutenue par la hausse des productions de cacao (+21,4%), d'ananas (+25,7%), de banane (+15,7%), de coton graine (+5,3%) grâce à une bonne pluviosité sur l'année et à un meilleur traitement phytosanitaire des plantations. La production vivrière bénéficierait de la mise en œuvre du Plan d'Urgence d'Appui à la Production Vivrière.

Le secteur secondaire connaîtrait une hausse de 7,3% après la performance de 15,2% enregistrée en 2016. Le ralentissement du secteur secondaire s'expliquerait principalement par la baisse de la production de **l'industrie extractive** (-3,6%) après les performances de 2016 (+18,1%), le ralentissement de l'industrie des **BTP** (+12,1%) après plus de 29,2% de hausse en moyenne annuelle sur la période 2012-2016. Ce ralentissement est le fait des retards accusés dans plusieurs projets.

Par ailleurs, l'énergie et les autres industries manufacturières restent dynamiques. **L'énergie** (+9,7%) qui a accru ses capacités de production reste toujours l'un des secteurs les plus actifs et de soutien de l'activité économique. Elle bénéficierait des retombées des investissements réalisés depuis 2012 avec une capacité de production renforcée par la mise en production du barrage de Soubré en 2017 (+275 MW). **Les industries manufacturières** (+6,2%) connaissent une bonne progression, grâce à l'augmentation des capacités des industries de production de biens de consommation et intermédiaires pour faire face à la demande nationale et externe. En outre, l'industrie de la raffinerie connaîtrait un rebondissement (+12,1%) après la baisse d'activité de 2016 (-1,6%) du fait des bonnes marges de raffinage et de la demande nationale et de l'hinterland.

Les services devraient bénéficier des bonnes performances des secteurs primaire et secondaire et de l'organisation des jeux de la francophonie et du sommet UE-UA. Ainsi, il évoluerait de 9,1% grâce au transport (+8,7%) avec la reprise du compartiment maritime, et du commerce (+9,6%), bénéficiant du regain du volume des marges de commerce extérieur. Le secteur des télécommunications tout comme celui des autres services devraient poursuivre leur dynamisme pour s'afficher respectivement à 9,4% et 8,8%.

Le secteur non marchand évoluerait de 3,8% en liaison avec la politique de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Les droits et taxes devraient poursuivre leur tendance à la hausse pour s'établir à 6,9% soutenus par l'augmentation des exportations de cacao et des produits pétroliers ainsi que par la consommation des ménages.

Au niveau de la demande, la croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+11,3%), la consolidation de la consommation finale (+7,1%) et la reprise des exportations (+7,4%).

Les investissements seraient soutenus par le renforcement des capacités industrielles, la construction immobilière et des routes. Le taux d'investissement global ressortirait à 21,3% du PIB, dont 6,8% pour le public.

La consommation finale augmenterait de 7,1%, portée par la consommation publique (+14,1%) et la consommation des ménages (+6,0%) dont les revenus continuent de progresser.

Les exportations seraient en hausse de 7,4% en lien avec l'augmentation des exportations de cacao et de produits pétroliers. Quant **aux importations**, elles progresseraient de 6,1%.

L'inflation serait contenue à 1,0% (en dessous du seuil communautaire de 3%), grâce à l'accroissement de l'offre intérieure de denrées alimentaires.

4. Prévisions économiques 2018

Après les chocs dus la chute des cours du cacao, à la remontée des prix du baril de pétrole et aux perturbations sociales dues à des revendications sociales, l'année 2018 devrait retrouver un environnement socio-économique normal et stable.

La mise en œuvre des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la politique volontariste du gouvernement d'investir dans les secteurs moteurs de croissance devraient se poursuivre.

Ainsi, après un taux de croissance de 8,1% en 2017, la performance économique en 2018 serait marquée par un taux de croissance de 8,3% dont les supports du côté offre seraient principalement l'agriculture vivrière, l'énergie, les BTP et les services et du côté de la demande les investissements et la consommation finale.

Le secteur primaire devrait afficher un taux de croissance de 6,6% % grâce à la progression de la production vivrière (+8,2%) et la consolidation de l'agriculture d'exportation (+4,8%). Il bénéficierait de la poursuite des investissements dans le secteur agricole et d'un meilleur traitement phytosanitaire des plantations ainsi qu'une amélioration des voies de desserte et des prix rémunérateurs.

Le secteur secondaire progresserait de 9,5% soutenu par les BTP (+21%), l'énergie (+12%), les autres industries manufacturières (+7,2%), l'extraction minière (+5,2%), et l'industrie agro-alimentaire (+8%). En outre, l'activité industrielle serait soutenue par les investissements publics à travers les Partenariats Publics Privés (PPP) en maturité, l'augmentation des capacités de production, de nouvelles installations et de la dynamique des demandes nationale et externe.

Le secteur tertiaire évoluerait de 9,7%, grâce à l'ensemble de ses composantes que sont le transport (+9%), les télécommunications (+8,7%), le commerce (+9%) et les autres services (10,5%). Cette dynamique serait induite par les performances des secteurs primaire et secondaire.

Le secteur non marchand devrait progresser de 3,1% sous l'impulsion des effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite de la politique de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 7%, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de **la demande**, la croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+15,5%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (+8,4%).

En effet, **les investissements** seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, Métro d'Abidjan, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 22,8%. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,9%.

Quant à la **consommation finale** (+6,6%) bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois.

Les importations de biens et services progresseraient de 6,1% en 2018, sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations** de biens et services seraient en hausse de 7,4% en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 2,0% en dessous du seuil communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

5. Prévisions économiques 2019-2022

Les principales hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB sur la période 2019-2022 prennent en compte le maintien de la paix et de la stabilité socio-politique, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance. De façon spécifique, il s'agit de :

- ✓ les prévisions météorologiques favorables ;
- ✓ la quasi-stagnation du cours international du cacao ainsi que du dollar en moyenne sur la période 2019-2022 ;
- ✓ la stabilité des prix des autres produits de l'agriculture d'exportation sur la période;
- ✓ la poursuite des chantiers du Gouvernement ;
- ✓ l'amélioration continue de l'environnement des affaires ;
- ✓ le renforcement du cadre de financement des PME et PMI ;
- ✓ la multiplication des forums économiques en vue d'accroître les investissements directs étrangers ;
- ✓ la mise à disposition des terrains industriels dans les meilleurs délais ;
- ✓ le renforcement de la confiance des opérateurs du secteur privé dans le cadre des discussions Gouvernement-secteur privé ;
- ✓ la poursuite des réformes structurelles notamment dans le secteur financier ;
- ✓ l'affermissement de la trésorerie de l'Etat ;
- ✓ le raffermissement de la capacité d'absorption avec la réduction des délais d'appel d'offre.

En outre, sur la période 2019-2022, le taux de croissance ressortirait à 7,7%. L'évolution de l'économie ivoirienne se présenterait comme suit :

Au niveau de l'offre :

Le secteur primaire devrait croître de 4,0% en moyenne tiré par l'agriculture vivrière (+6,6%) et la pêche (+1,8%). Il bénéficierait de la poursuite des investissements dans le secteur agricole (PNIA). La redynamisation des organisations professionnelles dans les secteurs du vivrier, de l'agriculture d'exportation (coton-anacarde, etc.), de la pêche et de l'élevage, devrait permettre d'améliorer la contribution à la croissance de ces différentes filières. En outre, les projections dans le domaine agricole tablent sur un meilleur traitement phytosanitaire des plantations ainsi qu'une amélioration des voies de desserte et des prix rémunérateurs.

Le secteur secondaire progresserait en moyenne annuelle de 10,3%, soutenu par les BTP (+18,2%), les autres industries manufacturières (+8,0%), les industries agroalimentaires (+8,1%) et l'électricité (+15,0%). En outre, l'activité industrielle soutenue par les investissements publics à travers les Partenariats Publics Privés (PPP), bénéficierait de l'augmentation des capacités de production, de nouvelles installations et de la dynamique des demandes intérieures privées.

Le secteur tertiaire évoluerait de 8,8% en moyenne par an sur la période 2019-2022 grâce à l'ensemble de ses composantes, notamment le transport et les télécommunications qui augmenteraient en moyenne annuelle respectivement de 7,8% et 8,4%, le commerce de 8,6% et les autres services de 9,3%.

Le secteur non marchand devrait progresser en moyenne de 2,8% par an prenant en compte les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en moyenne en hausse de 6,6% par an, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande :

La croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+11,9%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (+6,6%).

Les investissements seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturier et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait en moyenne par an à 25,2% du PIB. Le taux d'investissement public s'établirait à 7,2% en moyenne par an sur la période 2019-2022.

Quant à **la consommation finale**, elle bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois.

Les importations de biens et services progresseraient de 5,0% en moyenne par an sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** seraient en

hausse de 4,8% en moyenne par an en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 2% en moyenne par an, en dessous du seuil communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Conclusion

L'année 2016 est caractérisée par une activité économique dynamique et soutenue, grâce à la stratégie de croissance axée sur les investissements et la consolidation des activités manufacturières. L'amélioration du climat des affaires et la mise en œuvre énergique des projets contenus dans le PND 2016-2020 ont porté le taux de croissance à 8,3% après 9,2% en 2015.

En outre, s'appuyant sur un certain nombre de réformes structurelles, de mesures de politiques économiques et fort de la dynamique des investissements publics et privés, le taux de croissance économique ressortirait en 2017 à 8,1% avec un taux d'investissement de 21,3%.

Cette croissance se consoliderait avec des taux respectifs de 8,3% en 2018 et 7,7% en moyenne par an sur la période 2019-2022, s'appuyant au niveau de l'offre sur l'agriculture, les activités manufacturières, la construction, l'énergie, les services en général et, du côté de la demande, principalement sur les investissements et la consommation finale.